

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 13 NOVEMBRE 2019**

JP/VF

OBJET : 2.5. ANALYSE COMPARATIVE FNCCR – CONVENTION PLURIANNUELLE

L'an deux mille dix-neuf, le treize du mois de novembre à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Christian FAUGIER

OBJET : 2.5. ANALYSE COMPARATIVE FNCCR – CONVENTION PLURIANNUELLE

Dans la continuité de la réglementation de 2007 relative à l'obligation de calculer des indicateurs de performance et de les publier annuellement dans le RPQS, la FNCCR a lancé en 2009 la démarche d'analyse comparative de services d'eau potable et d'assainissement collectif, avec la participation d'une trentaine de collectivités sur chacune des compétences. Cette opération s'est ensuite poursuivie dans le cadre d'une convention quinquennale portant sur le traitement des données 2010 – 2014.

L'analyse comparative vise 3 objectifs principaux :

- apporter un soutien méthodologique aux collectivités pour la valorisation des indicateurs de performance réglementaires ;
- développer un référentiel facilement utilisable de données relatives à la performance des services d'eau et d'assainissement, ainsi qu'un outil simple permettant à chaque collectivité de situer son propre service dans ce référentiel, afin d'identifier plus aisément les axes de progression envisageables ;
- produire des comparaisons et échanger entre collectivités en allant plus loin que le seul prix de l'eau, et en s'intéressant aux performances techniques et économiques ainsi qu'à la qualité du service rendu.

Au cours des années, l'analyse comparative a évolué significativement sur plusieurs aspects :

- déploiement d'un outil de saisie et d'analyse en ligne des données, apportant ergonomie, sécurité et efficacité dans le traitement des informations fournies par les collectivités ;
- formation de groupes d'échanges sur les résultats de l'analyse comparative par grande famille de collectivités (à dominante urbaine, rurale ou intermédiaire) ;
- mise en œuvre de nouveaux indicateurs de contexte et de performance permettant de préciser les différences observées entre collectivités ;
- calcul des évolutions pluriannuelles sur les principaux indicateurs de performance ;
- réalisation de supports de restitution des résultats individuels aux collectivités sous un format directement réutilisable pour des présentations au sein de la collectivité – services et élus ;
- accès aux synthèses individuelles validées par les autres collectivités qui participent à la même analyse comparative (eau et/ou assainissement sur les données de l'exercice en cours), avec un engagement de ne pas diffuser les documents correspondants (cf. articles 5, 6 et 7 de la convention) ;
- possibilité d'intervention de la FNCCR d'une demie journée (présence physique dans les locaux de la collectivité sur demande de celle-ci, ou à défaut par téléphone) pour :
 - présenter les résultats individuels et/ou collectifs de l'analyse comparative aux services [phase de restitution] ;
et/ou
 - présenter les résultats individuels et/ou collectifs de l'analyse comparative aux élus [phase de restitution] ;
et/ou
 - appuyer la collectivité dans la saisie des données et la compréhension des indicateurs [phase de saisie].

L'objectif principal reste d'apporter des éléments de réflexion supplémentaires aux responsables des services d'eau potable et d'assainissement (élus et leurs collaborateurs) et à améliorer la gouvernance de ces services. Les fondements de cette démarche s'insèrent parfaitement dans l'axe B « Rendre compte, informer, savoir expliquer » des objectifs stratégiques de la collectivité.

En outre, la FNCCR a proposé des évolutions de la démarche permettant de répondre encore mieux aux besoins et enjeux actuels des collectivités :

- maîtrise des coûts : intégration pour les données correspondant aux exercices 2019 et suivants, des indicateurs économiques détaillés des coûts de fonctionnement des services (participation sur la base du volontariat);
- assainissement non collectif : mise en place en 2020 d'un groupe de réflexion – ouvert aux participants à l'analyse comparative de services d'eau et d'assainissement et aux SPANC intéressés - visant à intégrer à la démarche des indicateurs relatifs à cette compétence spécifique, dès l'analyse des données 2019 (en 2020) ;
- récupération et validation des données déjà saisies et publiées par la collectivité dans l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : afin d'éviter des doubles saisies, ces données seront intégrées sur le site en ligne de l'analyse comparative par la FNCCR.

La contribution financière annuelle pour la participation de la collectivité à l'analyse comparative de services d'eau potable et/ou d'assainissement collectif, sur un périmètre choisi, est fixée à :

- 2 300 euros (montant ferme et définitif) pour un service d'eau potable ou un service d'assainissement collectif ;
- 3 800 euros (montant ferme et définitif) pour les deux services, eau potable et assainissement collectif.

Il est proposé au bureau syndical de :

- **ACCEPTER** la participation de la collectivité à la démarche d'analyse comparative proposée par la FNCCR à partir de 2020 (données 2019)
- **APPROUVER** la contribution financière annuelle pour 3500 euros pour les deux services eau potable et assainissement collectif à compter de 2020,
- **AUTORISER** le président à signer la convention correspondante avec la FNCCR, selon modèle joint.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL